

Chapitre 1 – L'intervention de l'Etat

Notions :

- L'Etat gendarme et l'Etat providence
- L'Etat et les entreprises publiques, semi-publiques et privées
- L'interventionnisme et le libéralisme
- Les dépenses publiques
- Le déficit public et la dette publique

1. La place de l'État dans l'économie

L'État joue dans l'économie un rôle variable selon les pays ou les époques. Il peut intervenir de manière minimale dans l'économie ou de manière plus marquée.

1.1. Les fonctions économiques de l'État

- L'État-gendarme

L'État-gendarme désigne le rôle minimal de l'État à travers les fonctions dites « **régaliennes** » de l'État : **la police, la défense et la justice**. Elles visent à maintenir l'ordre public, à protéger le pays et à prélever les impôts.

- L'État-providence

Depuis le XX^e siècle, l'État devient un État-providence qui intervient de façon importante dans la vie sociale et économique au nom d'impératifs sociaux.

L'État-Providence combine plusieurs fonctions qui correspondent à des objectifs poursuivis par l'intervention publique :

- **fonction de régulation et de stabilisation** : maintien de l'activité économique à un niveau satisfaisant (ex. : mesures de relance de la croissance économique, fixation de règles pour le bon fonctionnement de l'économie...) ;
- **fonction d'allocation des ressources** : l'État utilise les ressources (humaines, matérielles et financières) pour produire des biens et services non marchands au service de la collectivité (ex. : construction d'un pont, d'un hôpital...) ;

- **fonction de redistribution** : l'intervention de l'État vise à réduire les inégalités de revenus en opérant des transferts sociaux entre les ménages. Pour illustration, les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) sont redistribués sous forme de prestations sociales à ceux qui en ont besoin.

1.2. Le degré d'intervention de l'État dans l'économie

- L'intervention de l'État selon des critères qualitatifs

Le secteur public, qui englobe l'État et ses entreprises, a connu des transformations majeures depuis les années 1980.

Un **désengagement de l'État** dans l'activité économique :

- Réduction significative du nombre d'entreprises publiques et de leurs effectifs salariés.
- Privatisation de certains monopoles publics, comme le transport ferroviaire et les télécommunications.

La protection sociale : un pilier majeur de l'action publique :

- La protection sociale occupe une place centrale dans les politiques publiques françaises.
- Les dépenses sociales représentent une part importante du budget de l'État. La France a consacré 32,2 % de son produit intérieur brut (PIB) à la protection sociale en 2022, soit 848,9 milliards d'euros, ce qui correspond environ 12 550 euros par habitant

- L'intervention de l'État selon des critères quantitatifs

Deux indicateurs permettent de mesurer le poids de l'État dans l'économie et d'apprécier le degré de l'intervention publique :

- les prélèvements obligatoires (PO) : $\text{Taux de PO} = (\text{Montant des PO} / \text{PIB}) \times 100$;

En 2021, le poids des prélèvements obligatoires s'établit à **47,0 % du produit intérieur brut (PIB)** en France

- les dépenses publiques (DP) : $\text{Taux de DP} = (\text{Montant des DP} / \text{PIB}) \times 100$.

✓ **Prêt à affûter votre sens de l'analyse économique ?** Passez à la pratique ! Retrouvez nos exercices de niveau supérieur (Site – Boutique – Economie).

2. L'impact de la place de l'État dans le budget du pays

Le budget de l'État est un document établi par le Gouvernement, appelé « loi de finances » et voté par le Parlement chaque année.

2.1 Le budget de l'état

- Les dépenses publiques

Les dépenses publiques correspondent à l'ensemble des dépenses des administrations publiques (APU). Les APU comprennent les administrations centrales (ministères, Pôle Emploi, universités...), les administrations locales (mairies, lycées...) et des administrations de Sécurité sociale (hôpitaux, Urssaf, CAF...).

Pour aller plus loin : les 5 premiers postes du budget 2024 en milliards d'euros :

- Remboursement d'impôts : 140,2
- Enseignement : 86,9
- Défense : 67,9
- Remboursement de la charge de la dette : 52,2
- Enseignement du supérieur et de la recherche : 32,3

- Les recettes publiques

L'essentiel des recettes publiques provient des prélèvements obligatoires, c'est-à-dire de l'ensemble des impôts et cotisations sociales prélevés par les différentes administrations publiques.

- Un impôt est un versement obligatoire et sans contrepartie aux administrations publiques. Il sert principalement à financer les dépenses publiques liées à la production de services non marchands. (Impôts sur les Sociétés)
- Une cotisation sociale, quant à elle, ouvre droit à une prestation sociale (ex. : les pensions de retraite sont la contrepartie des cotisations vieillesse).

2.2. Distinguer le déficit public et la dette publique

- Le déficit public

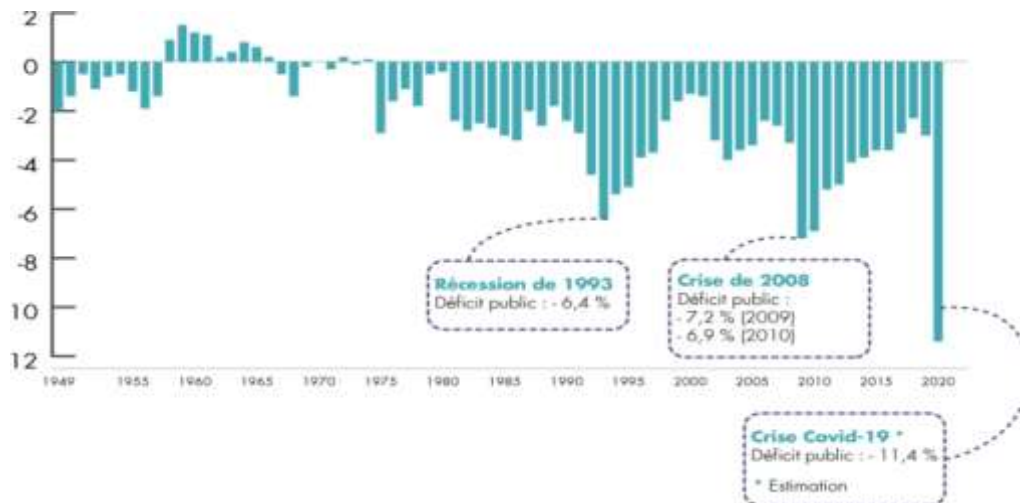
Lorsque les recettes publiques sont insuffisantes pour couvrir les dépenses publiques, le solde public est négatif : cela correspond à un déficit public.

Deux situations peuvent se présenter :

- Recettes publiques > Dépenses publiques → Excédent public (solde positif)
- Recettes publiques < Dépenses publiques → Déficit public (solde négatif)

L'État français prévoit de ramener le déficit public sous la barre des 3% du produit intérieur brut (PIB) d'ici quatre ans. Après une stabilisation à 4,8% en 2022 et **4,9%** en 2023, le déficit public serait ramené à 4,4% en 2024, à 3,7% en 2025 puis 3,2% en 2026 pour atteindre 2,7% en 2027.

Déficit public en % du PIB

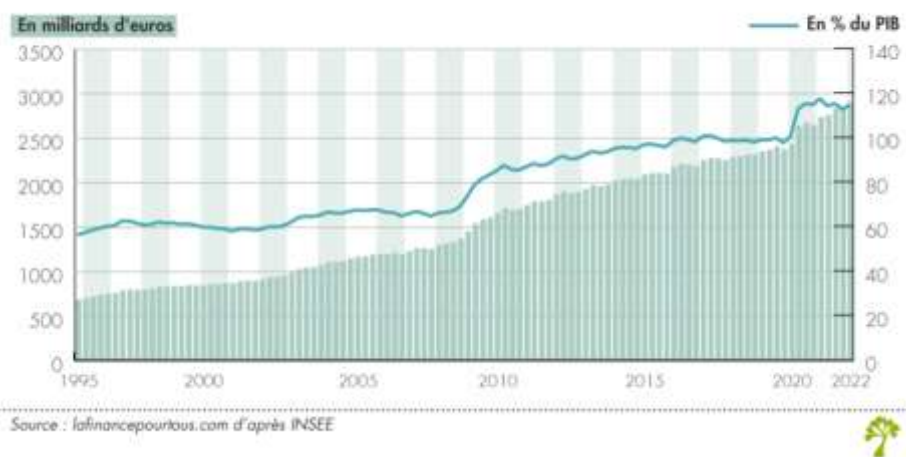


Source : lafinancepourtous.com

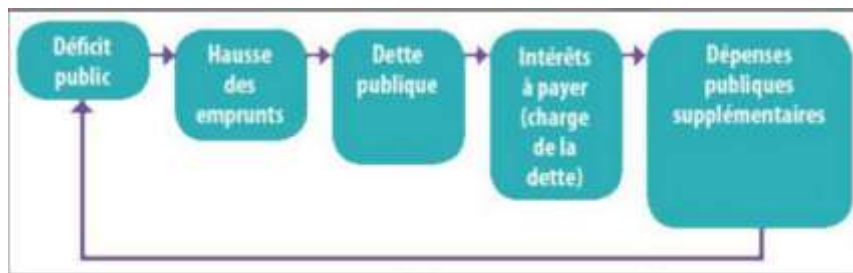
- La dette publique

Les administrations publiques financent chaque année leur déficit public grâce à des emprunts. Le cumul de ces emprunts forme la dette publique. Les administrations publiques doivent donc rembourser leurs emprunts et payer des intérêts, appelés « charge de la dette ». Chaque déficit public annuel engendre donc un nouveau flux d'emprunts qui vient nourrir le stock de dettes publiques. La dette publique française progresse chaque année et atteint plus de 100 % du PIB depuis 2020.

ÉVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE AU SENS DE MAASTRICHT



Principe de l'effet boule de neige :



« En 2027, la charge de la dette sera le premier poste de dépenses de l'État, je le dis avec beaucoup de gravité. Nous devons réduire cette charge de la dette qui pèsera sur les générations futures », a affirmé Bruno Le Maire. Estimée à 46,3 milliards d'euros en 2022, et 41 milliards en 2023, cette dépense est appelée à croître à un rythme soutenu ces prochaines années, jusqu'à atteindre 71,2 milliards dans quatre ans ».

Source : <https://www.vie-publique.fr>

✓ **L'offre et la demande n'auront plus de secrets pour vous !** Pour maîtriser ces fondamentaux, enchaînez avec notre série d'entraînement (Site – Boutique – Economie).